



Julien DAMON

PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UNE BAISSÉ MENACÉE PAR LA CRISE SANITAIRE

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Février 2021

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UNE BAISSÉ MENACÉE PAR LA CRISE SANITAIRE

Julien DAMON

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête *Démocraties sous tension*, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	9
I. UNE APPROCHE PLURIELLE, AVEC CEPENDANT UN INDICATEUR CENTRAL.....	10
II. LES VINGT DERNIÈRES ANNÉES MARQUÉES PAR LE PROGRÈS ET L'OPTIMISME.....	14
III. AVEC LA CRISE COVID, UN RENVERSEMENT HISTORIQUE.....	18
IV. DES PRÉVISIONS PRÉOCCUPANTES.....	21
V. UNE RUPTURE SUR TOUS LES INDICATEURS DE PAUVRETÉ ET DE DÉVELOPPEMENT.....	23
VI. D'IMMENSES ENJEUX, EN TERMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET AU SEIN DES PAYS PAUVRES.....	27
VII. LA FRANCE DANS CE MONDE TRANSFORMÉ DE LA PAUVRETÉ.....	32

RÉSUMÉ

La crise Covid fait des victimes sanitaires, surtout parmi les plus âgés, notamment dans les pays riches, et elle fait et continuera à faire, même après la fin de la pandémie, des victimes économiques parmi les jeunes, notamment dans les pays pauvres. Pour la première fois depuis la fin des années 1990, la pauvreté dans le monde repart à la hausse. À l'échelle internationale, les progrès du passé récent en matière de développement s'effacent. Les perspectives préoccupent.

Globalement, on estime qu'il y a pauvreté quand le pouvoir d'achat est inférieur à 1,90 dollar par jour et par personne. Cette convention permet de suivre les évolutions du phénomène ainsi que les objectifs ambitieux que se fixe la communauté internationale. À l'horizon 2030, la visée consiste à mettre fin à cette forme extrême de pauvreté et l'optimisme face à cet objectif prévalait depuis une vingtaine d'années. L'épidémie de coronavirus et ses conséquences économiques changent la donne. En 2020, jusqu'à 150 millions de personnes seraient venues grossir les rangs de la pauvreté. Et, selon d'autres approches, il pourrait même s'agir d'un demi-milliard d'individus. Plus que les données précises, ce sont les ordres de grandeur qui importent et alarment. Au-delà des interventions d'urgence, la situation et les perspectives appellent donc des révisions de l'aide publique au développement.

LISTE DES PRINCIPALES ABRÉVIATIONS ET DES PRINCIPAUX ACRONYMES

AFD.	Agence française de développement.
APD.	Aide publique au développement.
CNUCED.	Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement.
FAO.	Food and Agriculture Organisation (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture).
FMI.	Fonds monétaire international.
ICH.	Indice de capital humain.
IDH.	Indice de développement humain.
IPM.	Indice de pauvreté multidimensionnelle.
OCDE.	Organisation de coopération et de développement économiques.
ODD.	Objectifs de développement durable.
OIT.	Organisation internationale du travail.
OMD.	Objectifs du millénaire pour le développement.
ONPES.	Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale.
PMA.	Pays les moins avancés.
PNUD.	Programme des Nations unies pour le développement.
PPA.	Parité de pouvoir d'achat.
RSA.	Revenu actif de solidarité.

PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UNE BAISSÉ MENACÉE PAR LA CRISE SANITAIRE

Julien DAMON

Enseignant à Sciences Po et à HEC Paris, rédacteur en chef de *Constructif*,
membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondation pour l'innovation politique.

INTRODUCTION

En 2020, les Nations unies ont fêté leur 75^e anniversaire, mais la crise Covid n'a pas permis une célébration trop fastueuse. L'épidémie a en effet déclenché une série de calamités qui ont eu un impact important sur les objectifs clés de la communauté internationale. C'est ainsi que la Banque mondiale a annoncé une nouvelle hausse très significative de la pauvreté, alors que celle-ci reculait depuis des décennies. L'institution, qui a pour mission de mettre fin à la pauvreté, produit, collecte et analyse les données afin d'évaluer les évolutions mondiales. Depuis bientôt un demi-siècle, elle a défini un seuil international de mesure de la pauvreté, qui s'établit aujourd'hui à 1,90 dollar par jour par personne en parité de pouvoir d'achat. Méthodologies et qualité des données peuvent être critiquées. Il n'empêche, les tendances sont claires. Les observations sont renforcées lorsque d'autres indicateurs, tels l'indice de développement humain (IDH), sont mobilisés. Celui-ci, pour la première fois depuis sa création en 1990, devrait baisser en 2020.

Cette note documente ce renversement de tendance, en revenant aux définitions et en relayant les projections préoccupantes pour l'avenir. Alors que les pays du Sud paraissent moins touchés par la crise sanitaire mais plus violemment affectés par la crise économique mondiale, les perspectives du développement sont sombres.

I. UNE APPROCHE PLURIELLE, AVEC CEPENDANT UN INDICATEUR CENTRAL

Pour donner corps à son ambition d'éradication de la pauvreté, la communauté internationale s'appuie sur une batterie d'indicateurs qui s'affinent et se complètent avec le temps. Concept multifacette, la pauvreté combine des dimensions absolues – le dénuement intégral – et des dimensions relatives – la situation des uns par rapport aux autres¹.

Un cadre général a été produit afin de déterminer l'orientation des programmes de lutte contre la pauvreté et d'évaluer leur efficacité. Ce cadre s'insère dans les grandes ambitions que sont les dix-sept objectifs du développement durable (ODD), conçus pour la période 2015-2030. Il s'agit en réalité d'une nouvelle feuille de route destinée à remplacer les huit objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui avaient été instaurés en 2000 pour la période 2000-2015.

Le premier OMD ambitionnait d'« éliminer l'extrême pauvreté et la faim », avec pour objectif de réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion de la population dont le revenu était inférieur à 1 dollar par jour. Le premier ODD, lui, vise à éliminer complètement, à l'horizon 2030, l'extrême pauvreté dans le monde entier. Si les OMD ont accompagné une période d'optimisme et de forte réduction de la pauvreté, l'atteinte des ODD, en tout cas du premier d'entre eux, s'avère complètement remise en question par la crise Covid.

Mais avant toute observation sur les évolutions, il faut revenir aux définitions : de quoi parle-t-on ? À l'échelle internationale, les acceptions et conceptions de la pauvreté se classent en deux familles. D'une part, le phénomène peut être mesuré monétairement, par rapport au revenu disponible ou aux capacités de consommation. Un seuil monétaire est alors défini, en tant que niveau de revenu en deçà duquel les personnes et ménages sont comptés comme pauvres. D'autre part, la pauvreté ne se cantonne pas seulement à la faiblesse des revenus. C'est aussi un problème de besoins élémentaires, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation ou du logement. Tout ne se réduit pas à une approche monétaire figeant un seuil unique. Autrement dit, la pauvreté est affaire à la fois de niveau de vie, de condition de vie et de qualité de vie².

1. Voir Julien Damon, *Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté*, Fondation pour l'innovation politique, décembre 2016 (www.fondapol.org/etude/julien-damon-mesures-de-la-pauvrete-mesure-contre-la-pauvrete/).

2. Voir Julien Damon, *Éliminer la pauvreté*, PUF, 2010, et Anthony Atkison, *Measuring Poverty Around the World*, Princeton University Press, 2019.

Du côté de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'insistance porte traditionnellement sur les approches monétaires. Du côté du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), l'accent est habituellement mis sur les multiples privations vécues par les pauvres³. À mesure de la reconnaissance croissante et consensuelle de la « multidimensionnalité » de la pauvreté⁴, les approches et concepts se sont entremêlés. Les OMD puis les ODD formalisent à leur manière le rapprochement conceptuel et l'intégration technique de sillons intellectuels différents.

Coexistent donc à présent plusieurs approches pour définir la pauvreté. La première, la plus relayée, porte sur la pauvreté monétaire, avec comme seuil 1 dollar par jour et, est suivie principalement par la Banque mondiale, qui collecte et diffuse les données. La deuxième, également assez connue, traite de développement humain à partir d'un indicateur de développement humain (IDH) défini et calculé par le PNUD en tant qu'indicateur synthétique de trois dimensions : niveau de vie, état de santé et éducation. Le niveau de vie dit « décent » s'approche par le revenu disponible brut par habitant, l'état de santé par l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation par la durée moyenne de scolarisation. D'autres approches existent. Les institutions internationales s'appuient, par exemple, sur un autre indicateur élaboré par le PNUD : l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM). Au-delà de la pauvreté monétaire et de l'IDH, ce nouvel indicateur inclut, entre autres, l'accès à l'électricité, à l'assainissement, au logement et à l'eau potable⁵. Auparavant définie exclusivement en termes monétaires, la pauvreté s'entend comme incluant les multiples privations auxquelles sont confrontées les personnes pauvres. L'indicateur le plus employé et le plus commenté reste néanmoins celui de la pauvreté monétaire.

Les OMD puis les ODD proposent une appréhension globale – donc multidimensionnelle – de la pauvreté. La fixation des OMD puis des ODD résulte d'une convergence entre les travaux sur le développement humain, nourris par le PNUD, et ceux sur la mesure de la pauvreté monétaire, développés par la Banque mondiale. Mais le premier objectif de chacune des deux séries (2000-2015 puis 2015-2030) se fonde sur la définition du seuil de pauvreté absolue de la Banque mondiale.

3. Voir l'ensemble des rapports et statistiques sur le site Internet du PNUD (<http://hdr.undp.org/en/2020-report>).

4. Voir ATD Quart Monde-Université de Oxford, *Les Dimensions cachées de la pauvreté*, mai 2019 (www.atd-quartmonde.fr/wp-content/uploads/2019/05/DimensionsCacheesDeLaPauvrete.fr.pdf), ainsi que les travaux de la conférence « S'attaquer aux dimensions cachées de la pauvreté » organisée par l'OCDE le 10 mai 2019 (www.oecd.org/fr/statistiques/sattaquer-aux-dimensions-cachees-de-la-pauvrete.htm).

5. Voir Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)-Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain (OPHI), *Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle : réaliser les objectifs de développement durable*, 2020 (http://hdr.undp.org/sites/default/files/2020_mpi_report_fr.pdf).

Relevons, par ailleurs, que, dans les documents du PNUD ou de la Banque mondiale, le seuil dit à 1 dollar par jour est alternativement présenté comme un seuil de pauvreté, de grande pauvreté, d'extrême pauvreté, ou de pauvreté absolue, sans précision de ce que peuvent signifier ces variations sémantiques⁶.

La Banque mondiale fait de la réduction de la pauvreté son objectif majeur. Sa signature officielle, « œuvrer pour un monde sans pauvreté », le rappelle. Depuis 1978, elle publie annuellement un « rapport sur le développement dans le monde », dont les premières livraisons se consacraient déjà à la pauvreté et à son atténuation. Sa démarche statistique a été exposée en détail dès le rapport de 1990, où le seuil de pauvreté à 1 dollar par jour y apparaissait pour la première fois⁷. Il signifie qu'une personne est pauvre lorsqu'elle ne peut pas consommer plus que ce que quelqu'un aux États-Unis pourrait acheter avec environ 1 dollar. Ce seuil est un étalon établi en 1990 pour tous les pays du monde. Il a été élaboré à partir des seuils nationaux de pauvreté dans une trentaine de pays parmi les plus pauvres. Ces seuils nationaux reflètent généralement les ressources nécessaires pour satisfaire des besoins essentiels sur les plans de l'alimentation, de l'habitat et de l'habillement. Cette trentaine de seuils nationaux ont été convertis en employant des taux de change en parité de pouvoir d'achat (PPA). Ceux-ci rendent équivalente une quantité identique de services et de biens dans les différents pays, où les coûts de la vie et les prix des produits varient. À l'occasion de ces calculs, le premier seuil international de pauvreté a été fixé à environ 1 dollar par jour (1,08 pour être précis) et par personne.

Ce seuil avait été établi pour la première fois en PPA en 1985 et a ensuite été révisé deux fois, afin de prendre en compte les évolutions du coût de la vie, s'établissant donc à 1,08 dollar en PPA de 1985, puis passant à 1,25 en PPA de 2005 et à 1,90 dollar en PPA de 2011. À chaque changement, les séries statistiques ont été actualisées de manière à pouvoir toujours suivre la pauvreté dans le temps, avec des séries chronologiques longues. Ces séries montrent on ne peut plus clairement une régression de la pauvreté, au moins sous cette forme monétaire.

6. Dans les textes de Martin Ravallion, chercheur de la Banque mondiale, pivot et pilier de tous ces travaux, l'extrême pauvreté est parfois définie comme ce que la pauvreté signifie dans les pays les plus pauvres. Sur les importants travaux de cet auteur, voir notamment le volumineux *The Economics of Poverty. History, Measurement, and Policy*, Cornell University Press, 2016. Voir également son site Internet (<https://economicsandpoverty.com>).

7. Voir Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde 1990. La Pauvreté*, Oxford University Press, 1990 [téléchargeable sur <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/5973>]. Signalons que ce rapport fixait déjà comme objectif de diviser par deux la pauvreté entre 1980 et 2000.

Indicateur élémentaire, indicateur synthétique ou tableau de bord ?

Le problème est classique : comme la pauvreté présente de multiples facettes, elle s'apprécie selon de multiples dimensions. Associations expertes et institutions statistiques en conviennent pleinement. Comment, dès lors, rendre compte du phénomène ? Trois options principales se profilent, chacune avec ses atouts et ses inconvénients.

- *Un indicateur élémentaire.* Faire le choix d'un indicateur élémentaire présente l'avantage de la simplicité et le désavantage de ne rendre compte que d'une des dimensions de la pauvreté. Le plus généralement, la pauvreté s'apprécie ainsi. C'est le cas de la plupart des mesures de la pauvreté monétaire, qu'il s'agisse des données classiques françaises, européennes, américaines ou mondiales. La définition et le seuil de pauvreté ne sont pas exactement les mêmes mais le principe est commun. Il s'agit de disposer d'un indicateur unique basique.

- *Un indicateur synthétique.* Privilégier un indicateur agrégeant plusieurs dimensions de la pauvreté permet de dépasser la critique faite à l'option de l'indicateur élémentaire. Il existe ainsi de multiples indicateurs synthétiques. Dans l'Union européenne, pendant toute la période 2010-2020 de la stratégie dite « UE 2020 », la pauvreté se comprenait comme l'agrégation d'une triple mesure : pauvreté monétaire, pauvreté en conditions de vie et éloignement du travail. À l'échelle internationale, le célèbre indicateur de développement humain (IDH) intègre trois mesures, sur le niveau de vie, le niveau éducatif et l'état de santé. Dans son prolongement, l'indice de pauvreté multidimensionnelle (IPM) inclut, en plus, l'accès à des services essentiels. Le défaut de ces indices composites procède de leur complexité mathématique mais aussi des débats infinis pour légitimer le nombre et la qualité des indicateurs élémentaires à assembler.

- *Un tableau de bord.* La troisième option consiste à renseigner des tableaux de bord. Les dimensions de la pauvreté n'y sont pas agrégées dans un indicateur de synthèse. Elles sont insérées dans des tableaux qui peuvent être plus ou moins copieux. En France, c'est ce que réalise l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes). En Europe, différents tableaux de bord ont été proposés et suivis. Ils alimentent largement le site et les bases de données Eurostat. À l'échelle internationale, les ODD se suivent à partir d'un tableau de bord sur 17 chapitres et 169 cibles à atteindre. Celles-ci sont loin de toutes concerner la pauvreté, mais nombre d'entre elles s'y rapportent tout de même très directement. Le désavantage de l'option tableau de bord tient aussi à sa complexité et au caractère infini du nombre de variables qui peuvent s'ajouter avec le temps.

II. LES VINGT DERNIÈRES ANNÉES MARQUÉES PAR LE PROGRÈS ET L'OPTIMISME

Dotés de l'instrument statistique décrit dans le chapitre précédent, certes objet de possibles critiques, les institutions internationales et les experts ont produit de plus en plus de données et de commentaires. Ces dernières décennies ont été marquées par des progrès importants, à l'aune de cet indicateur singulier, dans la réduction de la pauvreté. Des chiffres plutôt flatteurs ont été couramment diffusés, notamment à partir des années 2000. En 1990, encore 1,9 milliard de personnes vivaient dans la pauvreté, mais ce n'était plus le cas « que » de 690 millions en 2017. En proportion, la pauvreté est passée, sur la même période, d'un tiers de la population mondiale en 1990 (et plus de 40 % au début des années 1980) à moins de 10 % en 2017.

Les tendances sont donc à une très forte diminution de cette pauvreté, diminution nourrie par la considérable baisse de la pauvreté chez des géants démographiques devenus des géants économiques. En 2017, la Chine ne comptait, officiellement, « presque » plus de pauvres sous ce seuil (environ 10 millions)⁸, tandis que ce volume se réduisait rapidement en Inde (moins de 100 millions d'individus en 2017). En 2017, la pauvreté se concentrait en Afrique subsaharienne. Le continent, à cette date, abritait plus des trois quarts de la population mondiale vivant sous le seuil de 1,90 dollar par jour.

L'image globale est simple : celle d'une très forte régression de la pauvreté. C'est ce que le prix Nobel d'économie Angus Deaton, voulant « conter l'histoire du bien-être humain », a baptisé « la grande évasion de la pauvreté⁹ ». Expert de ces questions, devenu critique à l'égard de la méthode de la Banque mondiale (à laquelle il a pourtant contribué), Deaton souligne que des centaines de millions de personnes ont pu échapper à la pauvreté et à la faim¹⁰. Pour prendre une autre formule parlante, c'est ce qu'un ancien directeur général de l'Agence française de développement (AFD) a appelé le « désappauvrissement du monde¹¹ ».

8. En décembre 2020, la Chine a officiellement annoncé qu'elle avait éradiqué l'extrême pauvreté [à ce seuil de 1,90 dollar]. Cette ambition avait été annoncée depuis des années, pour être atteinte à l'occasion du centième anniversaire du Parti communiste chinois (qui sera célébré en juillet 2021). Les chiffres sur la pauvreté ont toujours une certaine dimension politique. Pour une analyse sur les chiffres chinois de la pauvreté et sur l'impact désastreux de la période maoïste, voir Martin Ravallion, « Poverty in China since 1950: A Counterfactual Perspective », *NBER Working Paper*, n° 28370, janvier 2021 (www.nber.org/papers/w28370).

9. Voir Angus Deaton, *La Grande Évasion. Santé, richesse et origine des inégalités*, PUF, 2016.

10. Pour un travail actualisé de Deaton, sur les inégalités et la crise Covid, voir Angus Deaton, « Covid-19 and Global Income Inequality », *NBER Working Paper*, n° 28392, janvier 2021 (www.nber.org/papers/w28392).

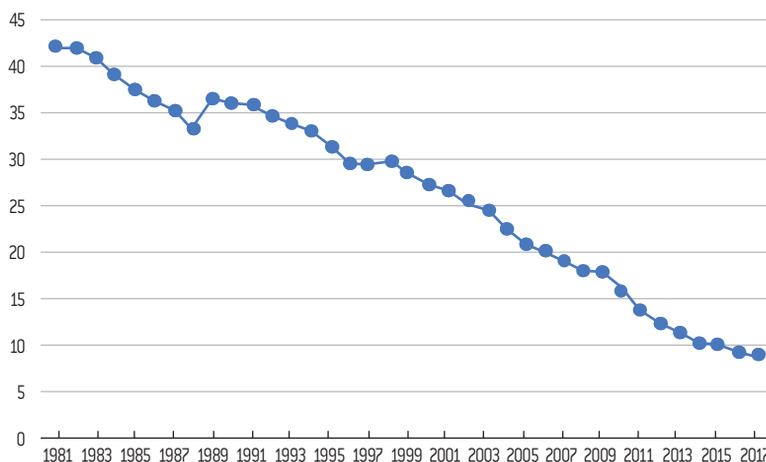
11. Voir Jean-Michel Severino et Olivier Ray, *Le Grand Basculement. La question sociale à l'échelle mondiale*, Odile Jacob, 2011.

La performance, pendant quasiment un demi-siècle, s'avère d'autant plus notable que la baisse de la pauvreté s'observe tandis que la vitalité démographique n'a jamais été aussi élevée, autrement dit la pauvreté n'a jamais autant baissé quand la population mondiale n'a jamais autant augmenté.

Les graphiques 1 et 2, établis pour la période 1981-2017, à partir de la base de données Povcal de la Banque mondiale, illustrent parfaitement ces tendances¹². On y voit que la baisse de la pauvreté est ininterrompue depuis 1998. Un regard sur quatre décennies montre que la baisse est très forte sur toute la période, malgré une trajectoire plus heurtée dans les deux décennies 1980 et 1990. Une autre façon de résumer cette évolution consiste à énoncer que la pauvreté a régressé, en moyenne, d'environ un point par an entre 1990 et 2017.

Il importe néanmoins de faire une petite réserve sur la qualité des données. Elles se sont considérablement améliorées, mais des discussions légitimes portent sur la validité des informations et des séries avant la fin des années 1990. Toutes ces précisions ne changeraient cependant pas la tendance globale¹³.

Graphique 1
Évolution du taux de pauvreté dans le monde, 1981-2017 (en %)



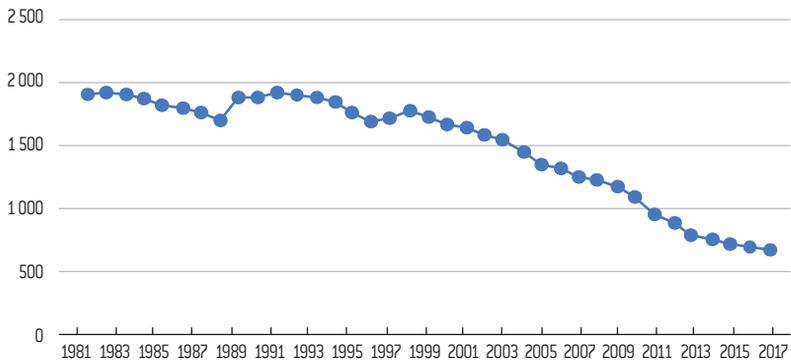
Source : Banque mondiale, PovcalNet (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>).

Note : La pauvreté est mesurée au seuil de 1,90 dollar par jour.

12. Voir « PovcalNet: an online analysis tool for global poverty monitoring », mise à jour du 10 septembre 2020 (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/home.aspx>).

13. Pour une approche très critique, et fondée, sur les données du développement, voir Morten Jerven, *Poor Numbers. How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*, Cornell University Press, 2013. Cet ouvrage ne porte pas sur la pauvreté, mais sur le PIB, lui aussi toujours imparfaitement mais de mieux en mieux évalué.

Graphique 2 Évolution du nombre de pauvres dans le monde, 1981-2017 (en millions)



Source : Banque mondiale, PovcalNet (<http://research.worldbank.org/PovcalNet/>).

Note : La pauvreté est mesurée au seuil de 1,90 dollar par jour.

Prolongeant ces tendances, des projections établies et largement commentées durant les années 2010 sont venues souligner la possible extinction de la pauvreté à l'horizon 2030, signant, avant leur terme, la réussite des ODD – au moins du premier d'entre eux. La Banque mondiale l'annonçait, des think tanks l'ont confirmé par d'autres calculs et publications¹⁴. Nombre d'études fouillées et de best-sellers de sciences sociales ont relayé cet optimisme, nourri, entre autres, des données sur la pauvreté¹⁵, même si les thèses et observations avaient du mal à passer dans le grand public. En effet, la tendance est plutôt à idéaliser le passé et à dramatiser l'actualité. Quant à l'avenir, il fait souvent frémir.

Pour documenter ces dynamiques positives sur le long terme et critiquer ceux qui n'acceptaient pas de les voir, le psychologue canado-américain Steven Pinker s'était alors dressé contre la « progressophobie », en réhabilitant la raison et l'esprit des Lumières¹⁶, tandis que le médecin conférencier suédois Hans Rosling appelait à lutter contre l'« ignorance globale » relative aux évolutions de la pauvreté ou de l'espérance de vie dans le monde¹⁷.

14. La Brookings Institution a beaucoup travaillé dans ce domaine. Pour des estimations et projections pondérées par des analyses de haute tenue, voir Homi Kharas, Kristofer Hamel et Martin Hofer, « Rethinking global poverty reduction in 2019 », 13 décembre 2018 (www.brookings.edu/blog/future-development/2018/12/13/rethinking-global-poverty-reduction-in-2019/). Cette note peut rétrospectivement se lire comme un bilan de la période optimiste qui a prévalu.

15. Signalons aussi que l'optimisme se nourrissait des vertus célébrées de certains instruments, comme le microcrédit. Voir les travaux du célèbre économiste prix Nobel de la paix, surnommé le « banquier des pauvres », Muhammad Yunus, *Creating a World Without Poverty. Social Business and the Future of Capitalism*, Public Affairs, 2008.

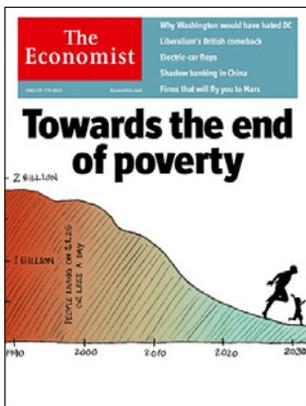
16. Voir Steven Pinker, *La Part d'ange en nous. Histoire de la violence et de son déclin*, Les Arènes, 2017, et *Enlightenment Now. The Case for Reason, Science, Humanism, and Progress*, Viking, 2018.

17. Voir Hans Rosling, *Factfulness*, Sceptre, 2018. Rosling, disparu un an avant la publication de son ouvrage, fourmillait d'idées pour animer des graphiques et rendre vivantes des interventions sur des thèmes passablement ardu. Voir les vidéos de l'auteur sur Youtube et son site Internet (www.gapminder.org).

Dans leurs livres et leurs tribunes, ces auteurs ont rappelé que l'extrême pauvreté (c'est-à-dire la pauvreté telle que mesurée par la Banque mondiale) touchait 85 % de la population mondiale en 1800, 50 % en 1966 et 9 % en 2017. Sur la même période, l'espérance de vie a augmenté de 31 à 72 ans, le nombre d'enfants par femme a baissé de 6 à 2,5 enfants, et la proportion des enfants décédés avant l'âge de 5 ans s'est réduite de 44 à 4 %. Les esprits académiques trouvaient, ici ou là, à redire face à leurs thèses optimistes, notamment en discutant les indicateurs choisis, mais les tendances paraissaient bien difficiles à contredire.

En 2013, une couverture de *The Economist* annonçant un dossier sur ce thème relayait exactement et visuellement ces projections, bien avant la survenue du Covid-19.

La une du magazine *The Economist* du 1^{er} juin 2013 : « Vers la fin de la pauvreté »



Source : *The Economist*, 1^{er} juin 2013 (www.economist.com/weeklyedition/2013-06-01).

La cible véritablement fixée par la Banque mondiale n'était pas d'atteindre un taux de 0 % de personnes pauvres en 2030 mais 3 %. Toutes les projections et analyses s'opéraient par rapport à cette visée chiffrée. Mais les dernières données produites avant la crise Covid indiquaient déjà un ralentissement dans le rythme de diminution de la pauvreté à partir du milieu des années 2010, soulevant des questions sur la possibilité réelle d'atteindre cet objectif de 3 %. L'année 2017 est la dernière année de chiffres observés. Pour la suite, il s'agit d'estimations. Pour 2017, les chiffres de la Banque mondiale indiquaient que 9,2 % de la population planétaire vivait avec moins de 1,90 dollar par jour, ce qui représentait 689 millions de personnes. Dans son rapport sur le développement publié en octobre 2020, au moment de prendre en considération le choc de la crise sanitaire, la Banque mondiale estimait très peu vraisemblable la possibilité d'atteindre un taux de pauvreté globale inférieur à 3 % en 2030¹⁸.

18. Voir World Bank Group, *Poverty and Shared Prosperity 2020. Reversals of Fortune*, 2020 (<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/34496/9781464816024.pdf>).

III. AVEC LA CRISE COVID, UN RENVERSEMENT HISTORIQUE

La pandémie de Covid-19 et ses conséquences économiques douchent définitivement l'optimisme des deux dernières décennies¹⁹. La crise affecte puissamment les populations pauvres des pays en développement. Elles subissent les effets des confinements nationaux qui ont, en économie domestique, drastiquement limité l'activité et, en économie internationale, provoqué une déflation.

Dans des systèmes économiques et de protection sociale fragiles, là où une majorité de la population exerce dans le secteur informel, les chocs sont rapides et puissants. Dès mai 2020, l'Organisation internationale du travail (OIT), qui avait fêté son centenaire l'année précédente, signalait que la pandémie de Covid-19 avait un impact dévastateur sur près de 1,6 milliard de travailleurs de l'économie informelle dont les revenus avaient, en quelques semaines, baissé des deux tiers²⁰. En parallèle, les destructions d'emploi, le déclin des envois de fonds des travailleurs émigrés, la désorganisation des services d'éducation et de santé heurtent eux aussi les niveaux de ressources des ménages les plus pauvres.

Cette pandémie a conduit les travailleurs de l'économie informelle à se demander si rester chez eux pour protéger leur santé valait la peine de perdre de l'argent, au risque d'accroître leurs difficultés à s'alimenter. Nombre d'entre eux ont ainsi continué à travailler, mettant leur santé en danger. En mars 2020, un vendeur mexicain de *street food* déclarait ainsi : « Je ne peux pas m'arrêter. Si je ne vends pas, je ne mange pas. C'est aussi simple que ça ». Au Pérou 21 000 travailleurs informels ont été arrêtés pour ne pas s'être conformés aux ordres du gouvernement de rester chez eux²¹.

Sur le plan de la pauvreté, telle que mesurée à 1,90 dollar par jour, le constat de rupture est évident : les volumes et même les taux devraient repartir à la hausse, pour la première fois depuis la fin de la décennie 1990. Le conditionnel est d'usage ici, car les calculs réalisés sont bien plus des projections effectuées en fonction d'hypothèses de croissance que des observations à partir d'enquêtes sur les revenus ou la consommation. Avec la crise de 2020, pour la première fois depuis vingt ans, la pauvreté devrait

19. Voir, entre autres, les analyses de la Bill and Melinda Gates Foundation, notamment celles dédiées au suivi des ODD (« Leading Progress for the Global Goals », <https://www2.gatesfoundation.org/goalkeepers/>). Signalons que les données sont celles de la Banque mondiale.

20. Voir les rapports, données et alertes de l'OIT sur le site Internet de l'institution (www.ilo.org).

21. Voir Kirk Semple et Natalie Kitroeff, « "I Can't Stop": In Vast Informal Economy, Pandemic Adds to Pressure », [nytimes.com](https://www.nytimes.com/2020/03/30/world/americas/coronavirus-latin-america.html), 30 mars 2020 (www.nytimes.com/2020/03/30/world/americas/coronavirus-latin-america.html).

en tout cas croître significativement. Si l'on doit se limiter à un ordre de grandeur, on peut l'énoncer sous une forme frappante : une augmentation de plus de 100 millions de personnes pauvres en 2020.

Lors d'une première estimation, en avril 2020, la Banque mondiale avait considéré que de 40 à 60 millions de personnes supplémentaires pourraient basculer dans la pauvreté en 2020 à la suite de la pandémie²². Le taux mondial aurait ainsi augmenté à hauteur de 0,3 à 0,7 %, pour se rapprocher à nouveau de la barre des 10 %. En juin 2020, de nouvelles estimations ont pris acte d'un déplacement de l'épicentre de la pandémie, de l'Europe et de l'Amérique du Nord vers l'hémisphère Sud. Le nombre des décès a augmenté alors considérablement dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les confinements se sont prolongés et le coût économique de la crise s'est alourdi. Les estimations de l'impact du coronavirus sur la pauvreté dans le monde ont en conséquence encore été revues à la hausse.

S'appuyant sur les prévisions de croissance en deux scénarios (l'un de base, l'autre pessimiste), les experts de la Banque mondiale retiennent deux hypothèses : celle d'une contraction de la croissance mondiale d'environ 5 % en 2020 dans le cas du scénario de base, et de 8 % dans l'hypothèse pessimiste caractérisée en particulier par une crise qui se prolongerait pendant longtemps. Dans le scénario de base, ce ne sont plus 40 millions de personnes, comme indiqué dans les estimations du mois d'avril 2020, mais 70 millions qui basculeraient en 2020 dans la pauvreté. Avec le scénario pessimiste, ce chiffre s'élèverait à 100 millions.

En octobre 2020, la Banque mondiale a fait une nouvelle estimation selon laquelle le nombre de personnes poussées dans la pauvreté cette même année se situerait entre 88 et 115 millions. En janvier 2021, s'appuyant sur de nouvelles projections de croissance, la fourchette d'estimation s'établissait plutôt entre 119 et 124 millions. En février 2021, dans des documents de communication, la Banque mondiale employait même l'expression « jusqu'à 150 millions ».

Les vagues successives du virus, à rapprocher de vagues de décisions très contraignantes pour les économies nationales et pour l'économie internationale, ont été accompagnées de vagues de révisions statistiques quant aux impacts de ces situations et décisions sur la croissance économique et sur la pauvreté. Ce cycle de révisions devrait encore se poursuivre en 2021.

22. Pour les différentes données, voir « Poverty, Covid-19 (Coronavirus) Response », worldbank.org, (www.worldbank.org/en/topic/poverty/coronavirus).

Une géographie de la pauvreté modifiée

Les actualisations produites tout au long de l'année 2020 changent aussi assez radicalement la géographie des évolutions de la pauvreté. Avant la crise, l'Afrique subsaharienne concentrait, à très juste titre, toutes les inquiétudes, car la pauvreté n'y baissait pas. Dans les projections, la plupart des personnes demeurant pauvres se trouvaient dans ces pays d'Afrique, notamment ceux touchés par les conflits. À l'inverse, l'Asie faisait office de bonne élève. Mais c'est maintenant en Asie du Sud que les experts repèrent la plus forte augmentation potentielle du nombre de personnes pauvres, en raison, entre autres, de prévisions économiques particulièrement dégradées pour l'Inde.

Avec les prévisions de croissance d'avril 2020, la Banque mondiale estimait que l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne allaient chacune contribuer pour deux cinquièmes à l'augmentation de la pauvreté. Les estimations globales ont été révisées avec les prévisions de croissance établies en juin 2020. À cette date, la moitié des nouvelles personnes pauvres étaient annoncées en Asie du Sud. Avec les prévisions de janvier 2021, 60 % des pauvres supplémentaires vivraient en Asie du Sud. Autrement dit, cette zone géographique représentait 40 % des nouvelles personnes pauvres dans les prévisions d'avril 2020, 50 % dans les prévisions de juin 2020 et 60 % dans celles de janvier 2021.

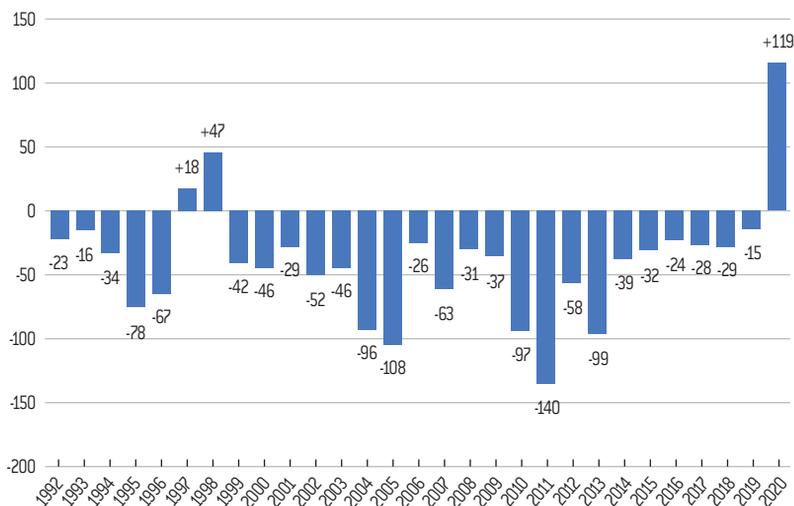
Au sein même des pays, la géographie de la pauvreté pourrait également connaître des évolutions notables. Alors que dans les pays riches, très urbanisés, les pauvres se trouvent surtout dans les villes, à l'inverse, dans les pays pauvres, parfois encore à dominante rurale, les pauvres vivent d'abord dans les campagnes. Les confinements brusques et radicaux, en Afrique du Sud ou en Inde, ont poussé des millions de personnes en dehors de leurs emplois urbains, les forçant à migrer. Cette tendance peut augmenter la pauvreté rurale, avec un exode urbain dû à la pauvreté. Reste que le principal impact sera plutôt une augmentation de la pauvreté dans les villes et les bidonvilles des pays en développement avec les effondrements des économies urbaines informelles, sans possible mobilité de la majorité des personnes ainsi affectées.

Quelles que soient les estimations successivement établies²³, d'avril 2020 à janvier 2021, l'augmentation de la pauvreté extrapolée pour 2020 est vraiment sans précédent depuis près d'un demi-siècle. Notre graphique 3 montre l'évolution annuelle du nombre de personnes pauvres entre 1992 et 2020. Durant les trente dernières années, la seule crise qui a eu un impact à la hausse sur la pauvreté est la crise financière asiatique, qui a vu la pauvreté croître de 18 millions d'individus en 1997, puis de 47 millions en 1998.

23. Les billets du blog de la Banque mondiale permettent de suivre ces actualisations avec leurs données et commentaires (<https://blogs.worldbank.org/fr>).

Graphique 3

Variation annuelle du nombre de personnes pauvres, 1992-2020 (en millions)



Source : Banque mondiale, PovcalNet (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>).

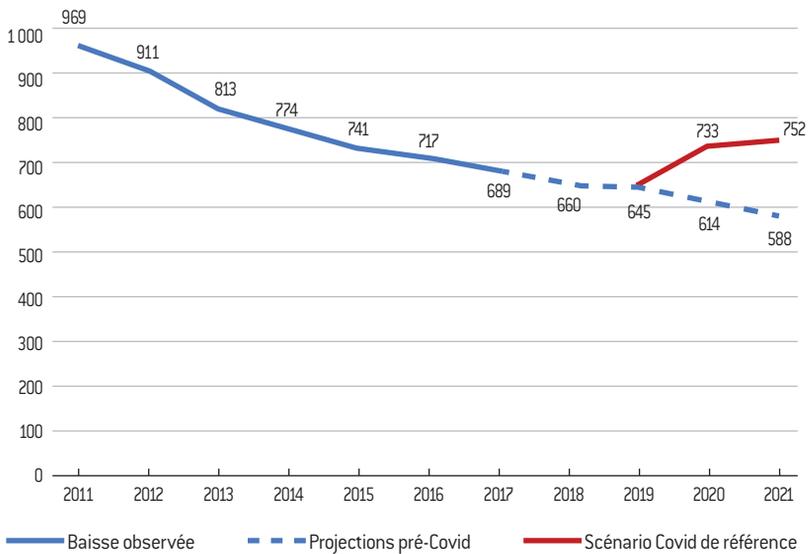
Note : La pauvreté est mesurée au seuil de 1,90 dollar par jour.

IV. DES PRÉVISIONS PRÉOCCUPANTES

Sur le court terme, les premières projections, en avril 2020, suggéraient que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté resterait plutôt inchangé entre 2020 et 2021. Pourquoi ? En partie en raison des taux de croissance des pays qui comptent le plus grand nombre de pauvres. Le Nigeria, l'Inde et la République démocratique du Congo, qui concentrent, selon les données 2017, plus du tiers des personnes pauvres du monde entier, auraient dû enregistrer des taux de croissance plus favorables en 2021 qu'en 2020. Mais, en l'espèce, rien n'est jamais écrit. En l'occurrence, les projections qui ont suivi ont invalidé cette hypothèse, indiquant plutôt une nouvelle augmentation du nombre de personnes pauvres pour 2021.

Par rapport à l'estimation du nombre de personnes pauvres en 2020, l'année 2021 verrait encore une augmentation de près de 20 millions de personnes. Mais si l'on fait le calcul, plus intéressant, de la différence entre ce qui en 2017 était projeté pour 2021 (588 millions de pauvres) et la nouvelle projection (752 millions), la différence est de plus de 160 millions.

Graphique 4
Projections d'évolutions de la pauvreté globale, 2011-2021 (en millions d'individus)



Source : Banque mondiale, PovcalNet (<http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/>).

Note : La pauvreté est mesurée au seuil de 1,90 dollar par jour. Ces prévisions datent de janvier 2021.

Il est acquis qu'une rupture de tendance s'est produite. Avec une lecture et des prévisions optimistes, on peut y voir un simple ralentissement dans la réalisation du dessein de quasi-éradication de la pauvreté dans le monde vers 2030. Avec une lecture plus pessimiste, on peut déjà voir l'effacement d'une demi-décennie de progrès. De toute évidence, le coronavirus a assurément marqué un coup d'arrêt. Selon le contenu et l'intensité de la reprise économique, il s'agira de voir si cette nouvelle crise n'aura alimenté qu'un à-coup ponctuel ou si, au contraire, elle aura enclenché un revirement intégral.

Quant aux prévisions d'une quasi-éradication de la pauvreté à l'horizon 2030, elles ne sont plus à l'ordre du jour. À l'automne 2020, des experts de la Banque mondiale les ont actualisées. L'objectif consiste à estimer le nombre d'années de décalage dans l'atteinte de l'objectif non pas de totale éradication mais d'un taux global de pauvreté à 3 %. En réalité, le taux de 3 % n'aurait pas été atteint en 2030. Avec les prévisions pré-Covid, le taux de pauvreté se serait établi à 6 % en 2030, ce qui représente un peu plus de 500 millions de personnes. Les prévisions d'octobre 2020, en contexte de crise Covid, font état d'une projection à 7 % en 2030, soit près de 600 millions de personnes. Les scénarios pré-Covid prévoyaient l'atteinte de tels niveaux en 2023, ce qui amène donc à conclure sur un retard de sept années.

V. UNE RUPTURE SUR TOUS LES INDICATEURS DE PAUVRETÉ ET DE DÉVELOPPEMENT

L'analyse de la pauvreté ne saurait, comme nous y invitent sempiternellement le secteur associatif et une partie des experts, se limiter à l'unique approche monétaire. Celle-ci ne circonscrit qu'imparfaitement le dénuement. Le seuil de 1,90 dollar ne permet pas de saisir toute la population confrontée à de grandes difficultés pour satisfaire ses besoins élémentaires. En 2018, la Banque mondiale a donc proposé deux nouveaux seuils de pauvreté : le premier, à 3,20 dollars par jour, conduit à compter alors 25 % de pauvres sur la planète, et le second, à 5,50 dollars, implique près de 50 % de pauvres²⁴.

Avec ces deux approches additionnelles, l'impact du Covid-19 apparaît très nettement. Selon les estimations de janvier 2021, à un seuil de 3,20 dollars par jour, le nombre de personnes pauvres supplémentaires serait pour la seule année 2020 de 228 millions. Au seuil de 5,50 dollars par jour, 177 millions de personnes basculeraient dans la pauvreté. Précision : si un individu bascule de 3 dollars à moins de 1,90 dollar, il sera compté comme un nouveau pauvre au seuil le plus souvent utilisé ; en revanche, il ne sera pas compté comme « nouveau pauvre » à 3,20 dollars et encore moins à 5,50 dollars par jour dans la mesure où il se situait sous ces seuils avant la pandémie.

On peut de toutes les manières relativiser l'importance de ces discussions à partir d'une critique qui circule dans les milieux du développement à l'égard d'une approche uniquement focalisée sur ces seuils, qui peut être formulée de la manière suivante : une personne pauvre qui passe de 1,80 dollar par jour à 2 dollars n'est plus pauvre, mais ce n'est pas une nouvelle personne riche. Bref, les mesures de la pauvreté monétaire importent toujours, bien qu'elles doivent être complétées par les autres approches.

Les spécialistes ont également estimé les conséquences de la crise Covid sur l'indice de pauvreté multidimensionnelle du PNUD. Prenant en compte des scénarios d'impacts de la crise sur la nutrition, la fréquentation des écoles, les ressources des ménages, l'IPM pour 2020 se ramène au niveau de celui de 2011. Cela donne près de 500 millions de pauvres en plus, en une seule année, en lien avec la crise Covid²⁵. Ce chiffre, en pauvreté multidimensionnelle, peut correspondre, en ordre de grandeur, à l'addition de

24. Voir Banque mondiale, *Poverty and Shared Prosperity 2018. Piecing Together the Poverty Puzzle*, Banque mondiale, 2018 [téléchargeable sur www.worldbank.org/en/publication/poverty-and-shared-prosperity-2018].

25. Voir Programme des Nations Unies pour le développement [PNUD]-Initiative d'Oxford sur la pauvreté et le développement humain, *Tracer la voie hors de la pauvreté multidimensionnelle. Réaliser les Objectifs de développement durable*, 2020 (<http://hdr.undp.org/en/2020-MPI>).

l'augmentation du nombre de personnes pauvres sous le seuil de 1,90 dollar (119 millions), sous celui à 3,20 dollars (228 millions), et sous celui à 5,50 dollars (177 millions), soit un total de 524 millions. Ce ne sont pas exactement les mêmes personnes, même si les chevauchements sont évidents.

En tout état de cause, il s'avère tout à fait possible et tout à fait rigoureux, de dire que la crise Covid aura eu comme conséquences sur la pauvreté une augmentation comprise entre 100 millions (selon une approche restreinte au seuil classique de la Banque mondiale) et 500 millions de personnes (selon les deux approches élargies de la Banque mondiale et du PNUD)²⁶.

Les personnes pauvres sont majoritairement des enfants

Avec les chiffres pré-Covid, un enfant sur six dans le monde était compté comme pauvre (au seuil de 1,90 dollar) en 2017, avec plus de 350 millions d'individus. Selon les analyses menées conjointement par la Banque mondiale et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), les enfants représentent plus de 50% des pauvres*. Les deux tiers de ces enfants pauvres se situaient alors en Afrique subsaharienne et un cinquième en Asie du Sud. Ce nombre d'enfants pauvres a diminué de près de 30 millions entre 2013 et 2017.

Toujours pour donner un ordre d'idées, en 2017, près de 20% des enfants dans le monde vivaient dans des ménages pauvres. Pour les adultes, le taux était alors de 8%. Si on prend les seuils à 3,20 dollars et à 5,50 dollars, les taux de pauvreté infantile s'établissaient respectivement à 42 et 67%.

Pour prendre une autre méthode, sur 1,3 milliard de personnes comptées en 2017 comme étant en situation de pauvreté multidimensionnelle (IPM), la moitié n'avaient pas encore 18 ans, tandis que 107 millions avaient 60 ans ou plus.

Si des projections précises n'ont pas été établies pour estimer l'impact spécifique du Covid-19 sur la pauvreté des enfants, la Banque mondiale et l'Unicef soutiennent que le problème s'est fortement aggravé, une grande partie des « nouveaux pauvres » liés à la crise étant des enfants.

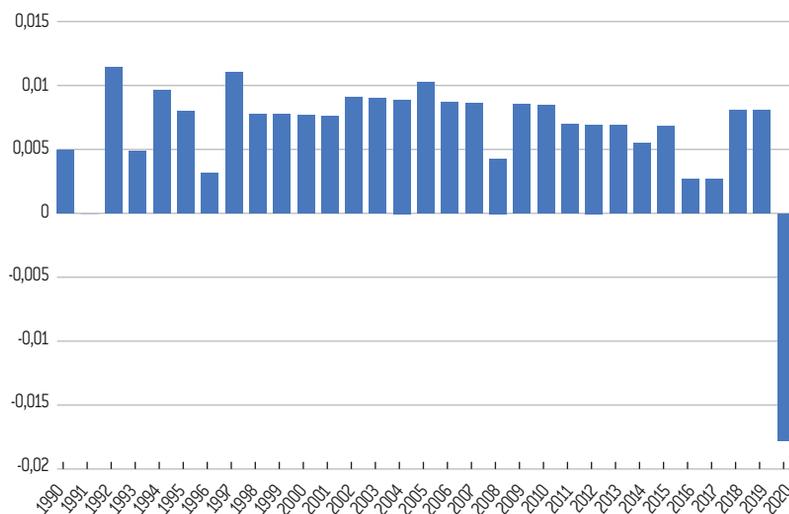
* Pour toutes les données de cet encadré, voir la base de données mise à disposition conjointement par la Banque mondiale et l'Unicef (<https://data.unicef.org/topic/child-poverty>).

Un autre indicateur classique du développement, l'IDH, ne porte pas sur le nombre de pauvres mais sur le niveau de développement humain des pays. Cet indice se calcule pour chacun des pays du monde et permet la comparaison entre pays. Il se calcule aussi à l'échelle globale. En 2020, sa dégradation, telle que prévue, est l'une des conséquences les plus notables de la crise Covid.

26. Pour une synthèse, voir « The pandemic is plunging millions back into extreme poverty », economist.com, 26 septembre 2020 (www.economist.com/international/2020/09/26/the-pandemic-is-plunging-millions-back-into-extreme-poverty, en accès réservé).

Dès mai 2020, le PNUD a averti que son IDH global – agrégeant les trois dimensions de la santé, de l'éducation et du niveau de vie – déclinerait pour la première fois depuis sa création, en 1990²⁷. Calculé à 0,598 en 1990, l'IDH a régulièrement augmenté, presque systématiquement chaque année, de quelque 0,005, pour atteindre 0,697 au début des années 2010. Le retournement de situation est radical. Il s'explique, comme pour l'IPM, par la fermeture des écoles – limitant de fait le temps de scolarisation –, par l'augmentation de la pauvreté monétaire et par l'impact sanitaire du coronavirus. Les trois dimensions interreliées de l'IDH sont toutes affectées par la pandémie et ses conséquences.

Graphique 5
Évolution annuelle de la valeur de l'IDH global, 1990-2020



Source : PNUD (<http://hdr.undp.org/>).

Par ailleurs, depuis 2018, la Banque mondiale développe son propre indice de capital humain (ICH). Renseigné à partir de données d'éducation et de santé, il concerne particulièrement les enfants. Son utilisation montre, rétrospectivement, des progrès très sensibles dans tous les pays et dans tous les groupes de revenu, sur la décennie 2010. Ces avancées sont remises en cause par la crise Covid, qui ramènerait cet indicateur à ses niveaux dix ans en arrière²⁸.

27. Voir PNUD, *Covid-19 and Human Development. Assessing the Crisis, Envisioning the Recovery*, 2020 (http://hdr.undp.org/sites/default/files/covid-19_and_human_development_0.pdf). Voir également Louis-Charles Viossat, « Covid-19 et développement. Le scénario du pire est-il évitable ? », *Futuribles*, n° 439, novembre-décembre 2020, p. 73-83 (où il apparaît que, sur différents scénarios pouvant être élaborés, ce n'est pas le plus optimiste qui prévaut).

28. Voir Banque mondiale, « Projet pour le capital humain », www.banquemondiale.org/fr/publication/human-capital.

Les progrès étaient notables sur le plan sanitaire, mais ils sont bousculés par l'augmentation de la mortalité et la baisse d'espérance de vie. Du côté éducatif, la fermeture des écoles, qui aura privé plus de 1 milliard d'enfants d'une partie de leur scolarité, explique le recul de ce nouvel indice du développement.

Cependant, tous ces indicateurs synthétiques livrent une information passablement désincarnée. De façon plus concrète, les chiffres sur la faim, eux, parlent davantage. En l'occurrence, les institutions internationales, guidées par le deuxième des ODD (dit « faim zéro » en 2030), traitent principalement de sous-alimentation, c'est-à-dire d'une consommation alimentaire insuffisante pour fournir l'apport nécessaire à une vie normale. Selon les données de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 690 millions de personnes étaient comptées comme sous-alimentées en 2019, soit 9 % de la population mondiale. Cette proportion était de 12,5 % en 2005. Sans prendre en compte les conséquences de la pandémie, les projections estimaient à 840 millions le nombre de sous-alimentés en 2030, soit alors 10 % de la population globale. La faim avait en effet déjà repris sa progression au cours de la décennie 2010.

La dynamique, inquiétante, sera aggravée par les conséquences de la crise Covid. Des premières projections font état, pour la seule année 2020, de plus de 100 millions de personnes supplémentaires concernées par la faim²⁹. Le constat est simple : plus d'une personne sur dix, dans le monde, souffre de faim chronique dans une ère d'abondance et de gaspillage. Cet état d'insécurité alimentaire est amené à augmenter avec la crise Covid, en raison des perturbations des marchés et des approvisionnements liées aux restrictions à la liberté de circuler. Tout ceci entraîne des pénuries et un renchérissement des prix au niveau local, particulièrement de denrées périssables. L'aggravation de la faim est l'une des manifestations les plus tangibles des conséquences sanitaires et économiques.

Certes, les données rassemblées ici, pour 2020 en particulier, ne sont que des projections et des extrapolations susceptibles d'actualisations à mesure que de nouvelles informations seront disponibles et que la pandémie évoluera, mais le tableau d'ensemble est néanmoins alarmant, sans précédent dans l'histoire moderne.

29. Sur ce sujet, voir les travaux du Programme alimentaire mondial (PAM), qui s'est par ailleurs vu décerner le prix Nobel de la paix en 2020 (<https://fr.wfp.org/>).

VI. D'IMMENSES ENJEUX, EN TERMES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT ET AU SEIN DES PAYS PAUVRES

La crise Covid fait donc des victimes sanitaires, surtout parmi les plus âgés, notamment dans les pays riches, et elle fait et continuera à faire, même après la fin de la pandémie, des victimes économiques parmi les jeunes, notamment dans les pays pauvres. En conséquence se profilent de puissantes recompositions entre les générations au sein des nations et entre les nations à l'échelle géopolitique.

Les pays les moins avancés (PMA), c'est-à-dire les quarante-sept États les plus pauvres de la planète, sont moins frappés par la pandémie sur le plan sanitaire que sur le plan économique, constate par exemple la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)³⁰. Plus globalement, les récessions des économies domestiques et l'effondrement des flux mondiaux d'investissement et des transferts d'argent des diasporas ont des conséquences très élevées dans tous les pays pauvres. Les effets sociaux de la crise sanitaire mondiale y sont plus immédiats car peu compensés par des États-providence balbutiants³¹, surtout quand les activités économiques restent largement informelles.

Alors que la réalisation des ODD – en tout cas des deux premiers d'entre eux (éradication de la pauvreté et de la faim) – semble hors de portée³², de gigantesques chantiers s'ouvrent. Les institutions internationales impliquées depuis des décennies dans la lutte contre la pauvreté – Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), PNUD et OCDE en tête – multiplient les rencontres, les rapports et les alertes. Elles débloquent des fonds et réalignent des prêts. Leurs inquiétudes portent sur les situations nationales, en particulier dans les zones les plus fragiles économiquement, sur une situation internationale déstabilisée et sur de nouveaux déséquilibres qui pointent. Les pays riches, concentrés sur leurs propres difficultés et nécessités de relance, pourront avoir tendance à canaliser la totalité de leurs efforts sur leurs problématiques intérieures. Ils seront tentés de réduire leurs aides directes aux pays pauvres, ce que les augmentations de volumes d'aides par le FMI et la Banque mondiale ne compenseraient certainement pas.

30. CNUCED, *The Least Developed Countries Report 2020. Productive capacities for the new decade*, novembre 2020 [https://unctad.org/system/files/official-document/ldcr2020_en.pdf].

31. Sur les progrès et les projets de développement de la protection sociale, en particulier à partir de ce qui fonde l'initiative de l'OIT sur les socles de protection sociale, voir Martin Hirsch, *Sécu : objectif monde. Le défi universel de la protection sociale*, Stock, 2011.

32. Sur le suivi des ODD, voir « 17 Goals to Transform Our World », un.org [www.un.org/sustainabledevelopment].

L'avenir de l'aide publique au développement (APD), dans son contenu et ses priorités, apparaît donc incertain³³. Certains pays, particulièrement touchés par les périodes de confinement et de limitation des mobilités, s'engageront dans un mouvement de renfermement. D'autres, plus épargnés, conserveront des marges de manœuvre et de la volonté pour se tourner vers l'extérieur afin d'aider mais aussi de conquérir des marchés.

Les controverses traditionnelles sur l'APD sont certainement appelées à reprendre de la vigueur. Deux visions s'opposent classiquement, nourrissant de vives polémiques. Elles portent sur les politiques de développement et sur les fondements de la lutte contre la pauvreté. Dans un camp se trouvent les experts favorables à des investissements massifs ; dans l'autre se situent des experts très critiques à l'égard de ce type de programmes, aujourd'hui assemblés dans les ODD, et soutenant davantage la nécessité de laisser opérer le marché. Parmi les partisans d'une forte intervention, l'économiste et consultant globe-trotter Jeffrey Sachs soutient que les visées d'éradication de la pauvreté peuvent s'atteindre à condition d'y consacrer des sommes importantes. En 2005, il pensait que l'objectif pouvait être atteint en 2025³⁴. Face à la crise Covid, il plaide pour un renforcement des ODD. À l'opposé de Sachs, William Easterly, passé un temps par la Banque mondiale, considère depuis des années que l'aide au développement est un échec retentissant tandis que les programmes de type ODD ne sont que de la bureaucratie improductive³⁵. Il estime que rien n'a jamais démontré de liens entre croissance économique et aide publique. Selon lui, l'aide à grande échelle ne sert à rien. Il relève que les pays qui ont connu le plus puissant développement sont ceux qui ont reçu le moins d'aides. Blâmant les politiques planifiées et le philanthropisme médiatisé de personnalités – notamment Bill Gates –, il insiste sur l'impossibilité de résoudre les dilemmes de la pauvreté dans des dictatures corrompues. D'autres auteurs, et pas des moindres, tels Angus Deaton, critiquent aussi une aide publique mal affectée et détournée³⁶. Si Easterly ne s'est pas trop exprimé sur la crise Covid, il y a fort à parier que ses appréciations sur les effets pervers de l'APD n'ont pas changé.

33. Sur l'histoire, les controverses, les montants et les perspectives de cette action publique internationale, parfois instrumentalisée, souvent décriée, voir Najat Vallaud-Belkacem, *Objectif 2030 : un monde sans extrême pauvreté*, Libro, 2021. L'ancienne ministre plaide pour une APD rehaussée, au moins au niveau des engagements internationaux jamais atteints, et mieux ciblée, sur les pays les moins avancés (PMA). Elle souligne la nécessité de s'extraire d'une vision trop hexagonale de la crise Covid.

34. Voir Jeffrey Sachs, *The End of Poverty. How we Can Make it Happen in our Lifetime*, Penguin Books, 2005 [voir aussi son site, www.jeffsachs.org].

35. Voir William Easterly, *Le Fardeau de l'homme blanc. L'échec des politiques occidentales d'aide aux pays pauvres*, Éditions Markus Haller, 2009, et id., *The Tyranny of Experts. Economists, Dictators, and the Forgotten Rights of the Poor*, Basic Book, 2015. Voir aussi son site Internet (www.williamesterly.org) et son compte Twitter (@bill_easterly).

36. Voir Angus Deaton, *op. cit.*

L'opposition entre Jeffrey Sachs (l'aide est nécessaire et efficace) et William Easterly (le marché doit s'imposer) compose le prisme sur lequel peuvent être signalées la plupart des opinions et démonstrations sur la lutte contre la pauvreté. Voulant se situer au carrefour de ces deux perspectives, l'école incarnée par le prix Nobel Esther Duflo plaide d'abord pour les expérimentations rigoureuses, en s'appuyant sur les comportements et les motivations des pauvres eux-mêmes³⁷. Face à la crise Covid, elle n'appelle pas tant à un renforcement des expérimentations, mais plutôt à une sorte de « plan Marshall » international³⁸. Jugeant que la solidarité internationale aurait été prise totalement à défaut par la crise, l'économiste estime que les problèmes des pays pauvres sont mis de côté par les pays riches. Or, les pays pauvres pâtissent du ralentissement économique mondial sans avoir, répétons-le, les moyens d'amortisseur ou de relance dont bénéficient les pays riches. Populations et pays sont de fait très inégaux face aux conséquences économiques de la crise. Les gouvernements des pays riches ont pu débloquer, en 2020, parfois plus de 10 % de leur PIB pour amortir les conséquences de la crise. D'autres États ne sont pas aussi ambitieux car ils ne peuvent aussi aisément s'endetter. Les économies émergentes n'ont pu dégager que 3 % de PIB et les nations les plus pauvres moins de 1 %³⁹.

Aussi Duflo plaide-t-elle pour un nouvel élan, avec forte mobilisation de la coopération internationale⁴⁰. Alors que la vaccination s'étend dans les pays riches, elle devrait aussi être accélérée dans les pays pauvres. En effet, se profile, de fait, une nouvelle partition du monde : d'un côté, des pays avec accès aux vaccins et immunisation d'une partie de la population ; de l'autre, des pays à bas et même à moyens revenus laissés sur le carreau. Un véritable fossé vaccinal se creuse⁴¹. Duflo propose, concrètement, sur le plan financier, que les capacités d'endettement des pays riches soient aussi mises au service de la relance de leurs programmes d'APD avec des aides d'urgence. Enfin, elle soutient que la période doit être l'occasion d'une refonte d'ensemble de ces politiques.

37. Voir Abhijit V. Banerjee et Esther Duflo, *Repenser la pauvreté*, Seuil, 2012.

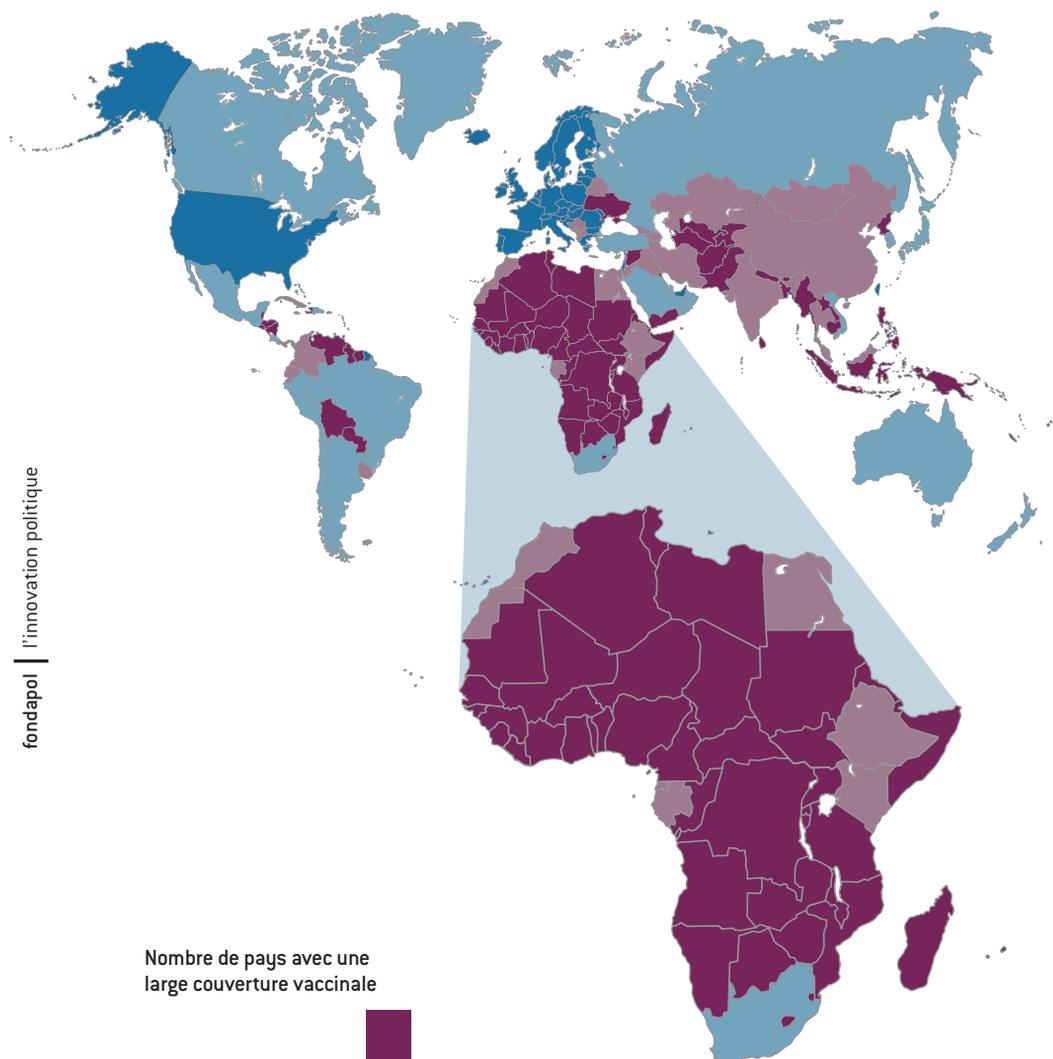
38. Voir l'article Julien Bouissou, « Esther Duflo appelle à un plan Marshall pour les pays pauvres », *lemonde.fr*, 7 décembre 2020 (www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/07/esther-duflo-appelle-a-un-plan-marshall-pour-les-pays-pauvres_6062492_3234.html), ainsi que Abhijit V. Banerjee, Hervé Berville et Esther Duflo, « Pour surmonter de manière globale la crise causée par la pandémie, il faut une aide massive aux pays pauvres », *lemonde.fr*, 16 décembre 2020 (www.lemonde.fr/idees/article/2020/12/16/covid-19-pour-surmonter-de-maniere-globale-la-crise-causee-par-la-pandemie-il-faut-une-aide-massive-aux-pays-pauvres_6063549_3232.html).

39. Voir « Covid-19 has reversed years of gains in the war on poverty », *economist.com*, 26 septembre 2020 (www.economist.com/leaders/2020/09/26/covid-19-has-reversed-years-of-gains-in-the-war-on-poverty).

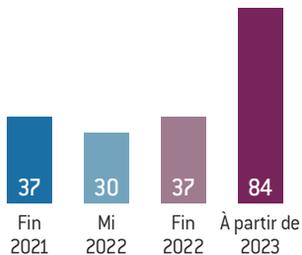
40. C'est également la position de Najat Vallaud-Belkacem, *op. cit.*

41. Pour des propositions visant à réduire ce fossé, voir Organisation mondiale de la santé (OMS), « Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la Covid-19 » (www.who.int/fr/initiatives/act-accelerator).

Prévisions* du nombre de pays dans lesquels on atteindra
une large couverture vaccinale à horizon fin 2021, mi- et fin 2022 et à partir de 2023



Nombre de pays avec une large couverture vaccinale



Source : Economist Intelligence Unit.

* Prédiction au 22 janvier 2021.

L'aide au développement doit-elle d'abord passer par des allocations supplémentaires venant des pays riches, par des réformes fondamentales du statut juridique des personnes pauvres ou par des expérimentations menées et évaluées localement ? La question fera toujours l'objet de publications savantes et de colloques. Reste l'incontestable singularité de la situation actuelle, faite de catastrophes dans des pays pauvres dont n'ont pas forcément encore conscience les pays riches empêtrés dans leurs propres difficultés.

À court terme, de nouvelles convergences vont s'opérer entre aide humanitaire d'urgence et aide au développement sur horizons longs. À moyen terme, incertitudes et inquiétudes prévalent. La période sera certainement au tohu-bohu, à la confusion mais aussi aux innovations. Sur ce dernier point, de nouvelles idées vont poindre, d'autres vont être réactivées. À ce titre, le serpent de mer des solutions de type « revenu universel » refait surface. Il est vrai qu'un bon moyen de porter secours aux pays pauvres consiste à aider directement les personnes pauvres, en leur versant l'argent ou en leur fournissant des chèques consommation fléchés sur des secteurs prioritaires⁴². De telles stratégies limitent les possibilités de corruption et assurent un soutien à la consommation. Avec ces sommes ou ces titres de paiement, les ménages peuvent continuer à nourrir leurs enfants et à les envoyer à l'école. Ils peuvent ne pas avoir à vendre leurs peu d'actifs.

Dans la famille des propositions sur le revenu universel⁴³, le PNUD a innové en suggérant, en juillet 2020, la création d'un revenu minimum temporaire⁴⁴ afin d'amortir immédiatement les conséquences de la crise pour les ménages pauvres et modestes. Il s'agit de permettre à 3 milliards de personnes de demeurer chez elles. La proposition se défend d'abord pour permettre économiquement la survie en période de confinement et d'incapacités de travailler. Elle se défend aussi en tant que confinement monétaire autorisant les personnes à rester chez elles, même si elles n'y étaient pas obligées, ceci afin de limiter la propagation du virus. Dans ce rapport, il aurait fallu débloquer 200 milliards de dollars par mois. Ce « revenu temporaire de base » aurait pu permettre aux personnes vulnérables de rester à domicile, en leur garantissant donc les moyens de subvenir à leurs besoins basiques en alimentation mais aussi en santé et en éducation. Lancé pendant six mois, ce programme était estimé à

42. Voir, par exemple, Julien Damon, « Soutenir et orienter la consommation : un "chèque déconfinement" de 200 euros pour chaque français », Fondation pour l'innovation politique, 8 juillet 2020 (www.fondapol.org/wp-content/uploads/2020/07/fondapol-article-et-apres-Julien-Damon.pdf).

43. Voir Julien Damon, « Tour du monde du revenu universel », *Droit social*, n° 10, octobre 2020, p. 811-815.

44. Voir PNUD, *Temporary Basic Income. Protecting Poor and Vulnerable People in Developing Countries*, 2020 (www.undp.org/content/dam/undp/library/km-qap/Temporary%20Basic%20Income-V4.pdf).

environ 1 000 milliards d'euros, soit l'équivalent d'un demi-PIB français et de 1 % du PIB mondial. Pas vraiment universel, car ponctuel et ciblé sur les personnes sous le seuil de pauvreté de la Banque mondiale à 5,50 dollars par jour, ce projet incarnait ce type d'idées volontaristes dont la communauté internationale gagnerait à discuter. Comme sur bien des sujets, les idées ne manquent pas. Mais, en l'espèce, la volonté ne semble pas être là. Demeure un problème grave, qu'il faudra bien traiter.

Dans tous les cas, une réflexion sur les conditions d'une lutte contre la pauvreté dans le monde plus efficace ne saurait faire l'économie d'une interrogation sur la situation politique des pays pauvres eux-mêmes. Ainsi, le règlement des conflits armés peut relever d'une implication internationale mais ne peut aboutir sans l'engagement ferme et durable des États concernés⁴⁵. De même, il appartient aux États particulièrement confrontés à la pauvreté d'agir contre des causes internes qui procèdent d'un défaut politique national. Il s'agit de maîtriser la croissance démographique. Il s'agit de lutter contre la corruption, qui atteint des niveaux dramatiques, où l'on voit des parts gigantesques de richesses nationales s'évader vers l'étranger, pour aboutir sur les comptes privés de certains dirigeants⁴⁶. Il y a trop de pauvres dans des pays pourtant richement dotés en ressources naturelles. Trop souvent encore, les gouvernants de ces pays n'ont pas su ou n'ont pas voulu mettre en valeur les richesses en développant une industrie nationale, se contentant de vendre les matières premières brutes, quitte à importer ensuite à grands frais les produits finis.

VII. LA FRANCE DANS CE MONDE TRANSFORMÉ DE LA PAUVRETÉ

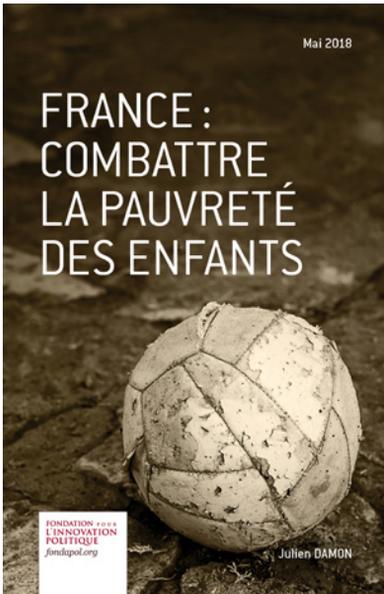
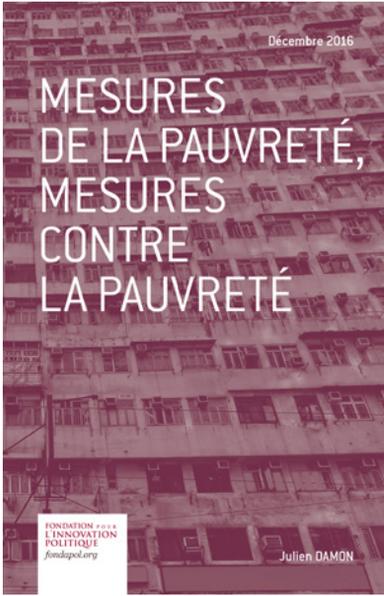
Dans ce contexte d'un monde de la pauvreté transformé et d'une APD profondément bouleversée, la France va avoir son rôle à jouer. Elle devra faire valoir des valeurs et des idées. Il ne faut pas qu'elle rate certaines opportunités. Elle pourrait débiter par une démarche simple, sur son propre territoire : réviser et compléter ses propres indicateurs de pauvreté. Il s'agit de ne pas uniquement se focaliser sur les indicateurs de pauvreté relative. Ceux-ci établissaient la pauvreté à environ 14,5 % de la population et 9 millions de personnes en 2019.

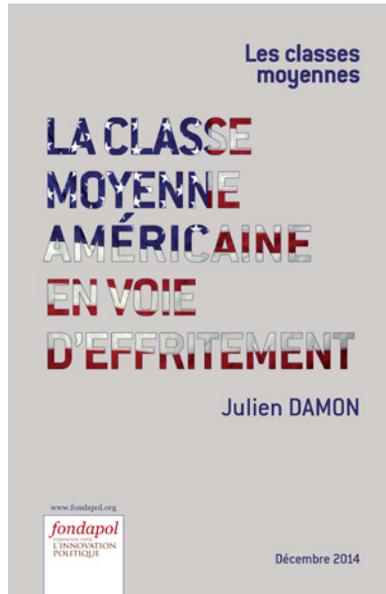
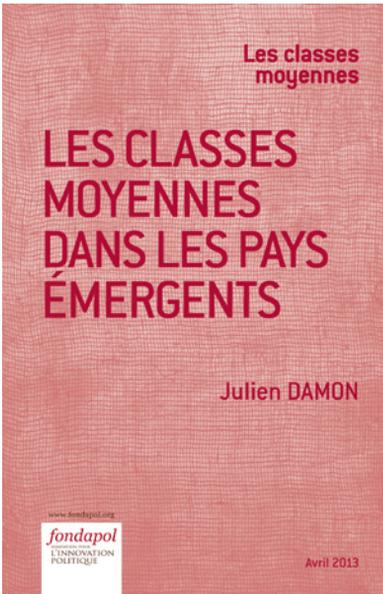
45. Sur la nécessité de la paix civile pour pouvoir efficacement lutter contre la pauvreté, voir l'analyse classique de Paul Collier, *The Bottom Billion. Why the Poorest Countries Are Failing and What Can be Done About it*, Oxford University Press, 2007, à compléter par la vision historique panoramique de Daron Acemoglu, James Robinson, *The Narrow Corridor. States, Societies, and the Fate of Liberty*, Penguin Press, 2019.

46. Sur les ravages de la corruption, voir Angus Deaton, *op. cit.*, Martin Hirsch, *op. cit.*

Ces indicateurs présentent un défaut technique : puisqu'ils sont fonction du niveau de vie médian, si ce niveau de vie médian baisse – ce qui pourrait être le cas en 2020 –, les chiffres risquent de baisser. Alors que le pays vit de fortes secousses (avec, par exemple près de 10 % d'allocataires du RSA en plus sur un an), l'indicateur le plus habituel signalerait une baisse de la pauvreté. En ayant cette incongruité statistique à l'esprit, il est permis d'avancer et de proposer.

Sur un plan purement technique, mais qui n'est pas que symbolique, la France pourrait intégrer dans ses batteries de données l'approche de pauvreté absolue de la Banque mondiale. Concrètement, il faudrait enquêter pour calculer le nombre d'individus sous les seuils quotidiens de 1,90, 3,20 et 5,50 dollars. Ces seuils représentent, respectivement, environ 11, 19 et 33 % du montant net de RSA pour une personne seule. Nombre de jeunes, de sans-abri et de sans-papiers peuvent se trouver dans ces zones de très faibles ressources. Cela pourrait être particulièrement le cas avec la crise Covid qui a vu la chute des revenus tirés du secteur informel. Les résultats français ne bouleverseraient ni les savoirs ni les ordres de grandeur sur les volumes de la pauvreté. Ils permettraient de voir que le sujet d'un dénuement intégral ne concerne pas uniquement les pays pauvres.





NOS PUBLICATIONS

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 64 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 96 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 92 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 64 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 72 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vagues 2 et 3)

Un indicateur de la protestation électorale

Dominique Reynié, octobre 2020, 86 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 60 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 60 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 68 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 72 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 60 pages

L'opinion européenne en 2019

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, septembre 2020, 212 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 56 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 44 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Innovation politique 2019 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

Innovation politique 2019 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

- Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion***
Victor Delage, juin 2020, 16 pages
- De la distanciation sociale à la distanciation intime***
Anne Muxel, juin 2020, 48 pages
- Covid-19 : Cartographie des émotions en France***
Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages
- Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision***
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, mai 2020, 64 pages
- Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé***
Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, mai 2020, 56 pages
- Ne gaspillons pas une crise***
Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages
- Retraites : leçons des réformes suédoises***
Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages
- Retraites : leçons des réformes belges***
Frank Vandenbroucke, février 2020, 64 pages
- Les biotechnologies en Chine : un état des lieux***
Aifang Ma, février 2020, 68 pages
- Radiographie de l'antisémitisme en France***
AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages
- OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques***
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages
- Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale***
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages
- Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement***
Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages
- Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat***
CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages
- L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)
Défendre l'économie européenne par la politique commerciale***
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 76 pages
- L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)
Les pratiques anticoncurrentielles étrangères***
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 64 pages
- L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)
Politique de concurrence et industrie européenne***
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019, 60 pages
- Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019***
Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages
- Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?***
Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

2022, le risque populiste en France (vague 1)

Un indicateur de la protestation électorale
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

**Campements de migrants sans-abri :
comparaisons européennes et recommandations**

Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

**Élections européennes 2019. Le poids des électorats
comparé au poids électoral des groupes parlementaires**

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage
et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement

Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

L'affaire Sérailini. L'impasse d'une science militante

Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,
volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine

Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive

Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

Un an de populisme italien

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

Vers une société post-carbone

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

Innovation politique 2018 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

Innovation politique 2018 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

L'opinion européenne en 2018

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

La contestation animaliste radicale

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

Le numérique au secours de la santé

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe [2]. Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La crise orthodoxe [1]. Les fondations, des origines au XIX^e siècle

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

Le christianisme et la modernité européenne [2].**Comprendre le retour de l'institution religieuse**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Le christianisme et la modernité européenne [1].**Récuser le déni**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

L'avenir de l'hydroélectricité

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

Les géants du numérique [2] : un frein à l'innovation ?

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

Les géants du numérique [1] : magnats de la finance

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

Les Suédois et l'immigration [2] : fin du consensus ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Les Suédois et l'immigration [1] : fin de l'homogénéité ?

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

L'élan de la francophonie : pour une ambition française [2]

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin [1]

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

Innovation politique 2017 (tome 2)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

Innovation politique 2017 (tome 1)

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Faÿçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Faÿçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 48 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

- Des startups d'État à l'État plateforme***
Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages
- Vers la souveraineté numérique***
Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages
- Repenser notre politique commerciale***
Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages
- Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté***
Julien Damon, décembre 2016, 40 pages
- L'Autriche des populistes***
Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages
- L'Europe face aux défis du pétro-solaire***
Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages
- Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN***
Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages
- Innovation politique 2016***
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages
- Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique***
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages
- Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion***
Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages
- L'opinion européenne en 2016***
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages
- L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx^e siècle)***
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages
- L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xix^e siècle)***
Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages
- Refonder l'audiovisuel public.***
Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages
- La concurrence au défi du numérique***
Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages
- Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité***
Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages
- Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle***
Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages
- La blockchain, ou la confiance distribuée***
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages
- La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)***
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages
- Gouverner pour réformer : éléments de méthode***
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages
- Les zadistes (2) : la tentation de la violence***
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme***
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

- L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages*
Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages
- La politique de concurrence : un atout pour notre industrie*
Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages
- Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton*
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages
- Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes*
Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages
- Innovation politique 2014*
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages
- Énergie-climat : pour une politique efficace*
Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages
- L'urbanisation du monde. Une chance pour la France*
Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages
- Que peut-on demander à la politique monétaire ?*
Pascal Salin, mai 2014, 48 pages
- Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014*
Suzanne Baverez et Jean Sérié, mai 2014, 48 pages
- Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France*
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages
- L'opinion européenne en 2014*
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages
- Taxer mieux, gagner plus*
Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages
- L'État innovant (2) : diversifier la haute administration*
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages
- L'État innovant (1) : renforcer les think tanks*
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages
- Pour un new deal fiscal*
Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages
- Faire cesser la mendicité avec enfants*
Julien Damon, mars 2014, 44 pages
- Le low cost, une révolution économique et démocratique*
Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages
- Un accès équitable aux thérapies contre le cancer*
Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages
- Réformer le statut des enseignants*
Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages
- Un outil de finance sociale : les social impact bonds*
Yan de Kerouguen, décembre 2013, 36 pages
- Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance*
Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément,
novembre 2013, 48 pages
- Les valeurs des Franciliens*
Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française [2] : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française [1] : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :
une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo.***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : **votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS** (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux : **au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements**, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); **au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés**, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

PAUVRETÉ DANS LE MONDE : UNE BAISSÉ MENACÉE PAR LA CRISE SANITAIRE

Par Julien DAMON

La crise Covid fait des victimes sanitaires, surtout parmi les plus âgés, notamment dans les pays riches, et elle fait et continuera à faire, même après la fin de la pandémie, des victimes économiques parmi les jeunes, notamment dans les pays pauvres. Pour la première fois depuis la fin des années 1990, la pauvreté dans le monde repart à la hausse. À l'échelle internationale, les progrès du passé récent en matière de développement s'effacent. Les perspectives préoccupent.

Globalement, on estime qu'il y a pauvreté quand le pouvoir d'achat est inférieur à 1,90 dollar par jour et par personne. Cette convention permet de suivre les évolutions du phénomène ainsi que les objectifs ambitieux que se fixe la communauté internationale. À l'horizon 2030, la visée consiste à mettre fin à cette forme extrême de pauvreté et l'optimisme face à cet objectif prévalait depuis une vingtaine d'années. L'épidémie de coronavirus et ses conséquences économiques changent la donne. En 2020, jusqu'à 150 millions de personnes seraient venues grossir les rangs de la pauvreté. Et, selon d'autres approches, il pourrait même s'agir d'un demi-milliard d'individus. Plus que les données précises, ce sont les ordres de grandeur qui importent et alarment. Au-delà des interventions d'urgence, la situation et les perspectives appellent donc des révisions de l'aide publique au développement.

Les médias

fondapol.tv

ГРОП ЛІБРАЄ
une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

Les données en open data

data.fondapol



Le site internet

fondapol.org



978 2 36408 250 2

ISBN : 978-2-36408-250-2

5€

11, rue de Grenelle • 75007 Paris – France • Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00 • contact@fondapol.org